



APPEL CRD-TOGO DE BRUXELLES

A la genèse du processus de démocratisation du Togo, il y a une date à retenir : le 05 octobre 1990. Le vendredi noir !

Samedi 04 octobre 2014, il y a 24 ans que de braves filles et fils du Togo ont défié le pouvoir autoritaire du feu Général Eyadéma Gnassingbé. Malheureusement, le décor est demeuré intact. Les idéaux du mouvement du 05 octobre notamment la liberté, la justice la transparence dans la gestion des affaires publiques, l'égale redistribution des ressources du pays ont été sacrifiés sur l'autel des ambitions et intérêts personnels de la classe politique pour préserver les acquis d'une élite politique, administrative et militaire.

Hormis le référendum constitutionnel ayant permis au Togo de se doter d'une loi fondamentale le 14 octobre 1992, force est de constater le rendez vous manqué du changement au Togo ! Errements, partisaneries, ego surdimensionnés, hypocrisie et transactions politiciennes malveillantes du côté de l'opposition démocratique ; tartufferie, scélératesse, accaparement, paternalisme, volonté envers et contre tous de se maintenir au pouvoir à tout prix du côté du régime en place et ses thuriféraires, ont fini par basculer la population dans la désespérance la plus totale.

Le Peuple togolais a été trahi et n'a plus foi aux politiques de quelques bords qu'ils soient ! Pendant 24 ans, les politiques n'ont eu dans leur ligne de mire que le pouvoir politique, négligeant de facto les grands enjeux de politique sociale et de développement, avant tout pierre angulaire de l'action politique constructive !

Dès lors courageusement, le peuple doit bannir « les vérités dogmatiques » d'où qu'elles viennent et s'atteler à l'exercice constant d'un esprit critique pouvant lui permettre librement de reprendre en main la lutte originelle pour un Togo libre, juste et prospère !

Les hôpitaux du Togo sont devenus des mouiroirs. Le chômage est galopant. L'insécurité préoccupante avec des attaques à main armées débouchant malheureusement sur des pertes en vies humaines. La justice est devenue une véritable institution corrompue et instrumentalisée à volonté par l'exécutif. Les deniers publics sont siphonnés sous le prétexte de politiques de grands travaux. Les concessions sont attribuées à des étrangers qui s'accaparent des pans entiers de notre économie dans la plus grande opacité. L'endettement du pays s'épaissit jour après jour proportionnellement à l'enrichissement illicite et au gangstérisme économique dont sont coupables le pouvoir en place et ses gèneuflecteurs.

Le pays est piloté à vue, sans aucun projet de société digne de nom. Aucune prospective à long terme de politique culturelle encore moins de plan global éducation-formation-emploi. Le cursus scolaire traditionnel est à l'inverse de la perspective socio-constructiviste. De ce fait, la connaissance ne fait que se transmettre, sans possibilité de privilégier les situations d'apprentissages authentiques permettant aux apprenants de construire leurs connaissances afin de pouvoir s'en servir pour le développement de la société. A ce titre, le système actuel n'est rien d'autre qu'une véritable fabrique à chômeurs!

Le pays entier est à l'abandon. Seules comptent, les velléités de conservation de pouvoir à tout prix. L'annonce hâtive du projet Vision 2030 n'est qu'un miroir aux alouettes. La Vision 2030 n'a de sens que si les décisions de bon sens en matière de mise en place d'institutions crédibles, de réformes politiques longtemps actés dans divers engagements, sont prises sans délai pour garantir son effectivité !

Quant à l'armée, elle est embourbée dans un système de double allégeance au clan Gnassingbé. En soi, l'armée n'est pas le problème. Mais dans la réalité, l'armée est assujettie à un pacte contraire aux intérêts supérieurs de la Nation. Dans ce schéma, l'armée n'appartient pas à la Nation, mais à un réseau de prédateurs.

La grande problématique, le nœud gordien du problème togolais n'est point l'armée en tant qu'entité ; encore moins de savoir si celle-ci est républicaine ! C'est davantage comment défaire la filiation de l'armée et du réseau de prédateurs.

Couper le lien incestueux entre l'armée et le clan Gnassingbé, apparaît comme l'alternative crédible à même de restaurer la grande muette dans ses fondamentaux d'armée républicaine, garante de l'intégrité territoriale sous l'ordre d'un chef suprême reconnaissant la transcendance divine conformément à notre constitution !

Dans ce contexte, l'élection présidentielle annoncée pour 2015 sur fond de refus de réformes actées depuis longtemps n'est pas sans faire surgir des questions quant à son issue !

Pour le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI, il est clair que personne n'a le droit de se laisser duper par l'élection présidentielle de 2015 qui ne fera que maintenir le statu quo !

C'est pourquoi le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI, invitent le Peuple togolais à ne prendre part à aucune mascarade électorale dont le seul but est de maintenir le statu quo et prolonger ainsi l'indigence sociale généralisée !

A la place, ils demandent au peuple de prendre son destin en main, et exiger de la classe politique, que les réformes inscrites à l'agenda depuis des années soient concrétisées avant toute convocation du corps électoral.

Le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI tiennent à rappeler qu'en 1993, l'ex premier ministre Koffigoh était contraint de rafistoler « les 7 principes de base » pour prolonger la transition ayant conduit à l'élection du défunt président Eyadema !

En conséquence, pour le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI, une solution consensuelle pouvant permettre l'ajournement de l'élection présidentielle existe ! Celle-ci aura le mérite de permettre par les réformes, d'assainir le cadre électoral et de dépouiller en amont et en aval le processus électoral tout entier des suspicions de manipulation et de perversion.

A défaut, en s'entêtant d'organiser une joute électorale dont l'issue est connue d'avance, le pouvoir en place n'est pas lui-même à l'abri des dangers qu'il fait courir aux populations. Le délitement du tissu social, la misère ambiante, l'indigence et la

violence politique sous toutes ses formes sont des vecteurs potentiellement puissants pouvant faire voler en éclat le pouvoir et la Nation tout entière avec !

Le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI,

Tenant compte des fructueux échanges de ce jour de l'année 2014 et le 04 octobre ;

Et s'inclinant devant la mémoire de tous nos martyrs depuis les premiers royaumes qu'a connu le Togo en passant par l'esclavage et la poussée colonialiste des européens pendant la deuxième moitié du 19^e siècle jusqu'à l'époque de la décolonisation d'une part, d'autre part ceux qui ont perdu la vie dans leur tentative de redonner au Peuple togolais sa liberté confisquée depuis l'indépendance jusqu'à nos jours;

Renouvelant leur sympathie aux familles victimes de la barbarie du régime RPT-UNIR et ses affidés depuis plus de 50 ans ;

Convaincus que la crise politique peut encore se dénouer par l'abandon des calculs partisans et la prise en compte de l'intérêt supérieur de la Nation ;

Mobilisés à jamais à porter haut, ensemble avec tous les Patriotes, les aspirations profondes de la population ;

Saluent le courage des églises catholique, évangélique et méthodiste du Togo pour leur appel à la tenue des réformes constitutionnelles et institutionnelles en vue de garantir un cadre serein, paisible, juste et équitable pour la présidentielle de 2015 ;

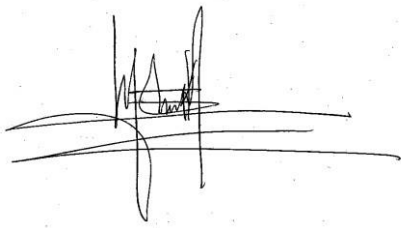
Lancent le Référendum d'initiative populaire (RIP) sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles en vertu de l'article 4, alinéa 3 de la Constitution togolaise afin que le peuple recouvre le libre exercice de sa souveraineté au regard de la grave crise actuelle de la démocratie représentative au Togo ;

Appellent le Peuple togolais à la Métamorphose, spécialement la jeunesse à se lever du nord au sud, de l'est à l'ouest à l'unisson pour barrer la route à Faure Gnassingbé et ses compères déterminés à se maintenir au pouvoir de même qu'à l'opposition démocratique hantée par une crise de pouvoir en son sein et la course aux postes politiques en exigeant :

- l'arrêt immédiat du processus électoral en cours,

- un consensus républicain pour la mise en place d'un gouvernement de mission ayant pour principal rôle de faire les réformes constitutionnelles et institutionnelles dans leur entièreté en vue du retour de la confiance,
- le lancement d'un véritable processus de réconciliation armée-nation en partenariat avec la diaspora par la mise sur pied rapide d'une plateforme mixte engageant une unité de génie civil et du service militaire des FAT en vue d'apporter des réponses conséquentes aux problèmes actuels de sécurité civile que sont les inondations et l'épidémie ebola,
- l'organisation consensuelle des élections sous l'égide de l'ONU et de la diaspora togolaise.

Bruxelles, le 04 octobre 2014

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Edem Atsou Kwasi', written over a faint, dotted grid background.

Dr Edem Atsou Kwasi
Coordinateur général